



communiqué

Date

Le 13 mai 1987

Nº 097

Pour publication

LES MINISTRES WILSON ET CARNEY SOULIGNENT LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE À LA CLÔTURE DE LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'OCDE

Le ministre des Finances, M. Michael Wilson et le ministre du Commerce extérieur, Mme Pat Carney, ont déclaré à propos des résultats très satisfaisants de la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau ministériel, que ceux-ci constituaient un premier pas vers la réforme des échanges agricoles.

Les ministres des pays membres ont réitéré l'engagement qu'ils avaient pris à Punta del Este d'examiner la question de l'agriculture dans le cadre de la série de négociations d'Uruguay et se sont engagés à prendre des mesures concrètes pour mettre un terme à l'escalade dans la guerre des échanges agricoles.

Le communiqué final de l'OCDE contient les principaux éléments de la proposition canadienne de réforme des échanges agricoles internationaux, qui avait été exposée dans une lettre envoyée au Secrétaire général de l'OCDE, M. Paye, le 11 mars 1987 et qui avait été présentée par les ministres canadiens à l'occasion de réunions internationales.

La réforme agricole a été placée pour la première fois à l'ordre du jour des débats internationaux par le Premier ministre, M. Brian Mulroney, l'an dernier, au Sommet économique de Tokyo. Depuis, les ministres ont fait pression en faveur de la réforme à l'occasion de toute une série de réunions internationales, notamment celles de Cairns, en Australie; de Sintra, au Portugal; de Punta del Este, en Uruguay; de San Diego, en Californie; de Lake Taupo, en Nouvelle-Zélande; et de Kashikojima, au Japon.

Selon les principes énoncés par le Canada, les politiques agricoles devraient être conçues de manière à ne pas porter préjudice au commerce international. A cette fin et progressivement:

1. Les politiques agricoles doivent tenir compte davantage des prix.
2. Les mesures de soutien à l'agriculture ne devraient pas comporter d'incitations à la production. C'est ainsi que l'aide devrait aller aux agriculteurs et non à l'agriculture.

.../2

3. Les pays devraient renoncer à prendre de nouvelles mesures d'aide publique susceptibles de provoquer artificiellement des distorsions des cours mondiaux et devraient s'efforcer de réduire celles qui sont en place.
4. Les pays ne devraient pas instaurer de nouveaux obstacles aux importations non prévus par la législation en vigueur.
5. Nous devons mettre en oeuvre collectivement ces principes de base.

En adoptant le communiqué, les ministres de l'OCDE se sont engagés à rechercher, dans le cadre de la série de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, "une réduction progressive, selon une approche multipays et multiproduits, de l'aide et de la protection accordées à l'agriculture". Les négociations seront poursuivies avec vigueur et à cet égard, des propositions détaillées doivent être formulées dans les prochains mois. Les ministres sont aussi convenus que leurs pays "ne prendraient pas de mesures qui causeraient une dégradation du climat des négociations", par exemple en coupant davantage encore les marchés intérieurs des marchés internationaux et en mettant en oeuvre des pratiques commerciales déstabilisatrices et susceptibles de provoquer des affrontements.

Madame le Ministre du Commerce extérieur, Pat Carney, s'est déclarée satisfaite du communiqué, précisant "il apparaît dans le communiqué que les grands pays industrialisés sont clairement déterminés à s'attaquer à la crise des échanges agricoles aussi rapidement et aussi efficacement que possible". Elle est convaincue que le communiqué de l'OCDE apportera une contribution majeure aux débats qui auront lieu la semaine prochaine à la réunion au niveau des ministres du Groupe de Cairns des exportateurs agricoles.

M. Wilson, en tant que l'un des principaux orateurs, a insisté auprès de ses homologues américains, japonais et allemands pour qu'ils prennent rapidement des mesures en vue de faire appliquer les récents accords signés par le Groupe des 7 à Paris et à Washington. C'est une démarche essentielle pour rétablir la stabilité sur les marchés de capitaux. Il a adressé un appel aux États-Unis pour qu'ils poursuivent sans relâche leur politique de réduction du déficit budgétaire. Il a noté que, ainsi qu'il convenait, la réduction du déficit a essentiellement consisté en une baisse des dépenses publiques mais que cela ne suffisait peut-être pas et que "des mesures d'augmentation des recettes devaient peut-être être prises". Par ailleurs, c'est à l'Allemagne et au Japon qu'il doit revenir plus particulièrement de fournir l'élan nécessaire pour maintenir à son niveau l'activité économique mondiale. Monsieur Wilson a souligné que les déséquilibres des échanges et du rapport épargne-investissement, qui sont à la racine du mal, étaient peu à peu corrigés, même si ce n'est que lentement. Dans le même temps, les marchés monétaires et les marchés des changes ont été marqués par l'instabilité et on a assisté à une dangereuse montée des pratiques protectionnistes, sous

l'impulsion de décideurs impatients. Cette impatience qui s'est manifestée sur les marchés et parmi les décideurs dresse de nouveaux obstacles devant les ajustements de fond, tant structurels que macro-économiques, qui doivent être opérés.

M. Wilson a mis en garde ses homologues des 24 pays membres de l'OCDE contre le danger de céder aux pressions protectionnistes, car si ce choix pourrait sembler de bonne politique à court terme, en dernière analyse "une mauvaise politique économique a tôt fait de se transformer en une mauvaise politique tout court". A cet égard, il a demandé instamment aux ministres de "tracer une voie dans laquelle l'agriculture pourrait s'engager, sur des bases plus saines" et de restaurer pour ce faire le libre jeu des mécanismes du marché. "La situation actuelle entrave tous nos efforts pour réduire le déficit et créer des emplois."